



**GOUVERNEMENT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

MERCREDI 21 FÉVRIER

**Conférence de presse  
sur la mise en œuvre  
des engagements pris  
devant les agriculteurs  
et de présentation des  
grands axes du projet de  
loi pour une agriculture  
souveraine.**



# Écouter, agir, obtenir des résultats

**22 - 23 JANVIER**

Début des rencontres avec les organisations professionnelles agricoles.



**28 JANVIER**

Déplacement en Indre-et-Loire dans une exploitation pour poursuivre les échanges.

**1<sup>er</sup> FÉVRIER**

Conférence de presse sur la situation agricole.



**13 FÉVRIER**

Point d'étape et d'avancement sur la mise en œuvre des mesures avec les organisations professionnelles agricoles.

**20 FÉVRIER**

Réunion du Comité de suivi des négociations.

**24 FÉVRIER**

Ouverture du Salon de l'Agriculture.

**26 JANVIER**

Déplacement en Haute Garonne dans une exploitation bovine pour échanger avec les agriculteurs et pour leur présenter des premières mesures.

Réunion du Comité de suivi des négociations commerciales.



**30 JANVIER**

Déclaration de politique générale et annonce du projet de loi pour une agriculture souveraine.

Point d'étape et d'avancement avec les organisations professionnelles agricoles.

**12 FÉVRIER**

Réunion du Comité d'orientation stratégique du plan Ecophyto.

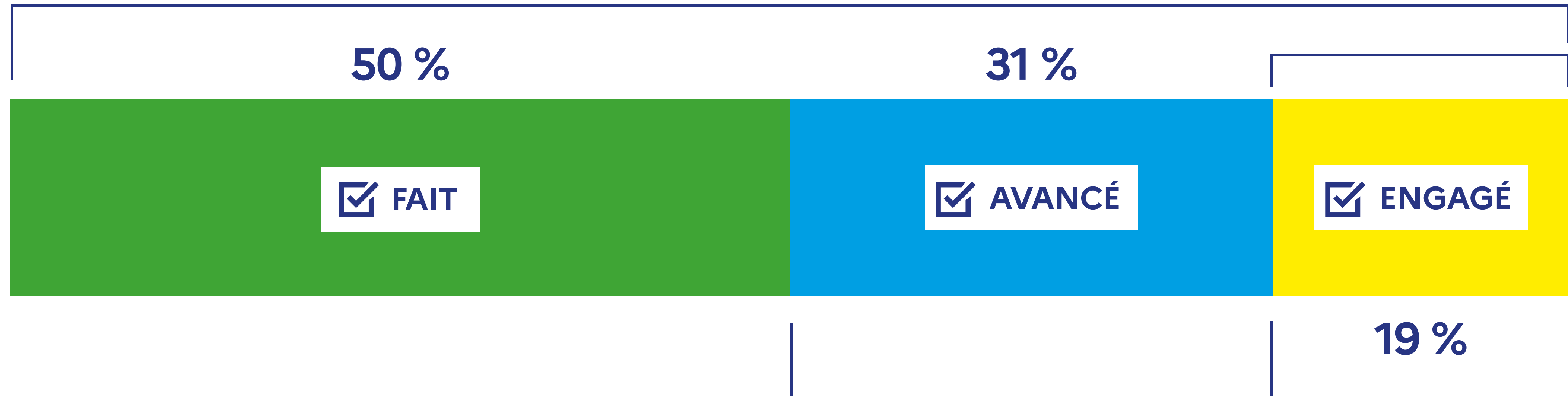
**15 FÉVRIER**

Déplacement dans la Marne dans une exploitation bovine pour poursuivre les échanges.

**21 FÉVRIER**

Point d'étape et présentation des grands axes du projet de loi pour une agriculture souveraine.

# Sur 62 engagements pris, 100 % d'entre eux sont ouverts





# Notre souveraineté agricole

Inscription dans la loi de la souveraineté agricole et alimentaire

FAIT



# Notre souveraineté agricole

 AVANCÉ

Élevage : Renforcement du plan de souveraineté « élevage » d'ici au salon de l'agriculture.



# Mieux reconnaître le métier d'agriculteur

**AVANCÉ**

Adoption rapide de la PPL sur les troubles de voisinage : le Gouvernement soutiendra un amendement relatif à l'évolution de l'activité de l'exploitation de l'activité agricole dans des conditions normales.

**ENGAGÉ**

S'agissant des retraites, le travail doit se poursuivre dans les prochaines semaines sur la question des 25 meilleures années.

**ENGAGÉ**

Respect de l'achat de produits durables et de qualité par la restauration collective, la commande publique et la restauration hors domicile dans le cadre d'EGAlim.

# Donner plus de revenus à nos agriculteurs et de valeur à notre alimentation



Tenue du comité des négociations commerciales le 26 janvier. Doublement des contrôles avec 150 contrôleurs supplémentaires de la DGCCRF déployés sur les contrôles EGAlim et le respect des indications d'origine (francisation). 4 cas de sanctions ont d'ores et déjà prononcés pour non-respect d'EGAlim. Plusieurs centaines de contrats conclus seront contrôlés (y compris les MDD).



# Donner plus de revenus à nos agriculteurs et de valeur à notre alimentation



**FAIT**

Lancement d'une mission parlementaire sur l'évaluation et l'évolution d'EGAlim, pour examiner notamment l'encadrement des centrales d'achat européennes, l'interdiction pour un industriel de négocier avec la GMS avant d'avoir négocié avec les agriculteurs et l'intégration des références aux indicateurs des interprofessions et des instituts techniques.



**AVANCÉ**

Nous porterons une extension de la loi EGALIM au niveau européen ainsi qu'une initiative pour organiser un réseau intégré de contrôle et de répression contre les fraudes.





# Donner plus de revenus à nos agriculteurs et de valeur à notre alimentation

## FAIT

Tenue du comité des négociations commerciales le 26 janvier ; doublement des contrôles avec 150 contrôleurs supplémentaires de la DGCCRF déployés sur les contrôles EGAlim et le respect des indications d'origine (francisation). 4 cas de sanctions ont d'ores et déjà prononcés pour non-respect d'EGAlim. Plusieurs centaines de contrats conclus seront contrôlés (y compris les MDD).

## ENGAGÉ

Respect de l'achat de produits durables et de qualité par la restauration collective, la commande publique et la restauration hors domicile dans le cadre d'EGAlim.

# Redonner de la valeur à notre alimentation et du revenu aux agriculteurs

Plusieurs aides ont été déployées rapidement : MHE, viticulture, tempête, inondations. Concernant les aides d'urgence, tous les guichets d'aide sont désormais ouverts et il est possible de faire des demandes.

Depuis l'ouverture et sur l'ensemble de ces dispositifs :

**997 exploitations** ont déposé des demandes ;

**346** ont déjà reçu leurs indemnisations, pour un **total de 4,4 millions d'euros déjà versés.**

Concernant le gazole non routier (GNR), une avance de 50% a été mise en place, pour :

**13000 demandes réalisées ;**

**1199 demandes déjà payées, pour un total de 1,2 million d'euros versé.**

Concernant la PAC, 99% des aides de base ont été versées aux agriculteurs, soit 7,5 milliards d'euros. **D'ici au 15 mars, nous serons passés à 100%.**



# Donner plus de revenus à nos agriculteurs et de valeur à notre alimentation

## **ENGAGÉ**

Élevage : Pour faire face à la MHE : engagement à développer la vaccination et à en tirer les conséquences sur le règlement européen sur la circulation des animaux, mise à l'étude d'une banque d'antigènes.

## **FAIT**

Amélioration des indemnisations sur des sujets climatiques et sanitaires : fonds d'urgence de 50 M€ sur MHE et passage à 90% de la prise en charge des frais vétérinaires et mortalités, fond d'urgence de 20 M€ sur Ciaran-Bretagne.



# Donner plus de revenus à nos agriculteurs et de valeur à notre alimentation



**FAIT**

Abandon de la hausse du gazole non-routier agricole, avance de trésorerie sur le taux super-réduit des exploitations au 1er février (ouverture dès aujourd'hui du guichet pour demander le versement de l'avance) et passage au taux super-réduit en « pied de facture » au 1er juillet.



**AVANCÉ**

Versement des aides de la PAC d'ici au 15 mars.



# Protection de nos agriculteurs de la concurrence déloyale



**FAIT**

Régulation du commerce international : la France défend une véritable réciprocité des normes et des clauses miroirs effectives (sur les antibiotiques, sur la déforestation, etc.). À ce titre, la France s'oppose à l'accord avec le Mercosur.



**AVANCÉ**

Mise en place de clauses de sauvegarde dans le cadre commercial adopté en soutien à l'Ukraine. Ces clauses (frein d'urgence) concernent pour l'instant d'abord la volaille, les œufs, le sucre. Dans les négociations en cours, la France défend une évolution de l'année de référence et l'inclusion pleine et entière des céréales dans la clause de sauvegarde.



**AVANCÉ**

Une clause de sauvegarde sera prise d'ici le salon de l'agriculture sur les produits agricoles contenant des résidus de thiaclopride (un néonicotinoïde interdit dans l'UE depuis 2020).



# Faciliter la vie de nos agriculteurs



**FAIT**

Simplifications : unifier le régime applicable aux haies : de plusieurs corpus réglementaires à 1 réglementation unique.



**ENGAGÉ**

Simplifications : lancer immédiatement une révision des procédures de contrôles et des échelles des peines, de manière à éviter les procédures infamantes et avoir des sanctions davantage proportionnées et progressives (plusieurs mesures législatives et réglementaires).



**FAIT**

Abandon de la hausse du gazole non-routier agricole, avance de trésorerie sur le taux super-réduit des exploitations au 1er février (ouverture dès aujourd'hui du guichet pour demander le versement de l'avance) et passage au taux super réduit en « pied de facture » au 1er juillet.

# Faciliter la vie de nos agriculteurs



Phytosanitaires : Formalisation du principe : « Pas d'interdiction sans solution ».



Phytosanitaires : Le plan Ecophyto est mis à l'arrêt le temps de rediscuter les indicateurs, les zonages et les mesures de simplification, par exemple sur le registre numérique, dans un objectif de non-surtransposition, et de préservation de notre environnement et de la santé de nos concitoyens. Ce travail devra aboutir d'ici au salon de l'agriculture. Un conseil d'orientation stratégique sera organisé par les ministres dès la semaine prochaine pour faire avancer les travaux.



# Assurer le renouvellement des générations

 FAIT

Affirmation dans la loi de l'importance de l'enjeu du renouvellement des générations.

 AVANCÉ

Inscription dans la loi de mesures ambitieuses pour favoriser la transmission des exploitations aux jeunes : 3 mesures de rehaussement de seuils d'exonérations d'ores et déjà arrêtées lorsqu'il y a transmission pour une installation (exonération de plus-value de transmission d'entreprise individuelle, droits de succession et donation en cas de transmission de biens ruraux donnés à bail à long terme et de parts de groupement fonciers agricoles, régime de plus-value en cas de retraite) et travail approfondi sur une mesure supplémentaire de crédit d'impôt.



# Assurer le renouvellement des générations



Mobilisation de prêts garantis par la puissance publique pour les nouveaux installés (2 milliards d'euros).



Cumul de l'exonération de cotisations sociales JA avec les taux réduits d'AMEXA et PFA, pour qu'ils ne soient pas pénalisés par rapport à la règle de droit commun.



Augmentation de 13 à 20 millions d'euros du budget d'accompagnement de l'installation transmission à l'agriculture (AITA), dans le cadre du futur guichet France service agriculture.

# Les prochaines étapes

## MARS

Paiement des aides de la PAC.

Conférence des solutions :  
respect d'EGalim dans la  
restauration collective.

Présentation en Conseil des  
ministres du projet de loi pour  
une agriculture souveraine.

## JUIN

Remise du rapport  
parlementaire sur EGalim.

Présentation du plan  
renforcé de souveraineté  
sur l'élevage.

## MAI ET JUIN

Examen parlementaire  
du projet de loi  
pour une agriculture  
souveraine.

Remise du rapport  
IGF/CGAAER sur la  
transmission.

## JUILLET

Application du taux  
super réduit en pied de  
colonne.

Lancement des  
PGE pour favoriser  
l'installation et les  
investissements  
innovants.

## Depuis le 1<sup>er</sup> février ...

Trésorerie	Simplification	Europe	Egalim	Projet de loi
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Aides d'urgence :               <ul style="list-style-type: none"> <li>- 997 exploitations ont déposé des demandes.</li> <li>- 346 ont déjà reçu leurs indemnisations pour un total de 4,4 millions d'euros déjà versés</li> </ul> </li> <li>- GNR / avance de 50 % :               <ul style="list-style-type: none"> <li>- 13 000 demandes ont déjà été réalisées ;</li> <li>- 1 199 ont déjà été payées, pour un total de 1,2 million d'euros.</li> </ul> </li> <li>- 99% des aides de base de la PAC ont été versées aux agriculteurs – soit plus 7,5 milliards d'euros.               <ul style="list-style-type: none"> <li>- D'ici au 15 mars, nous serons passés à 100%.</li> </ul> </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sur les 10 mesures annoncées : 3 textes ont d'ores et déjà été pris et 3 sont sur le point de l'être puisqu'ils actuellement examinés au Conseil d'Etat, 4 sont dans le PJJ</li> <li>- Contrôle unique : mission lancée</li> <li>- Dégâts de gibier : accord trouvé</li> <li>- Foncier agricole : fait</li> <li>- Pied de facture TICPE sur le GNR : juillet</li> <li>- Au niveau local : 63 arrêtés déjà pris, 2573 propositions étudiées à compter de ce jour</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Jachère : dérogation obtenue</li> <li>- 41 demandes de simplifications demandées par la France</li> <li>- Mercosur : refus ferme de la France, l'accord ne sera pas signé à date en l'état</li> <li>- Ukraine : protection face aux importations de volailles, œufs, et sucre; et discussions sur les céréales</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 3 comités de suivi réunis</li> <li>- 1 400 contrôles sur les 100 plus gros sites industries et les 5 plus grands distributeurs</li> <li>- 150 infractions relevées et pré-amendes notifiées</li> <li>- 1 000 contrôles des labels « Origine France » : 372 établissements en procédure</li> </ul>	<p>Présenté ce jour</p>



**GOVERNEMENT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Bruno LE MAIRE**

**Ministre de l'Économie, des Finances  
et de la Souveraineté industrielle et  
numérique**



**GOVERNEMENT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Marc FESNEAU**

**Ministre de l'Agriculture et de la  
Souveraineté alimentaire**



**GOVERNEMENT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Christophe BÉCHU**

**Ministre de la Transition écologique et  
de la Cohésion des territoires**

**Pour plus de détails et le calendrier exact, se référer au dossier de presse.**

Contact : [communication@pm.gouv.fr](mailto:communication@pm.gouv.fr)

